



منظمة الأغذية
والزراعة
للأمم المتحدة

联合国
粮食及
农业组织

Food
and
Agriculture
Organization
of
the
United
Nations

Organisation
des
Nations
Unies
pour
l'alimentation
et
l'agriculture

Продовольственная и
сельскохозяйственная
организация
Объединенных
Наций

Organización
de las
Naciones
Unidas
para la
Agricultura
y la
Alimentación

COMMISSION DES MESURES PHYTOSANITAIRES

Cinquième session

Rome, 22-26 mars 2010

Stratégie révisée de renforcement des capacités phytosanitaires

Point 12.1 de l'ordre du jour provisoire

1. À sa quatrième session, en 2009, la Commission des mesures phytosanitaires a provisoirement approuvé le document conceptuel sur les capacités phytosanitaires nationales et la stratégie de renforcement des capacités phytosanitaires. Elle a également approuvé l'élaboration ultérieure du plan opérationnel à partir des observations des membres sur la stratégie. Les membres ont eu jusqu'au 1er juin 2009 pour transmettre leurs observations au Secrétariat en vue d'un examen par le Groupe de travail informel sur la planification stratégique et l'assistance technique (PSAT).
2. Cinq pays ont fait parvenir leurs observations au Secrétariat, qui les a insérées autant que possible. Ensuite, en octobre 2009, le PSAT a étudié les documents mentionnés au paragraphe 1 ci-dessus et il est convenu de les soumettre à la CMP à sa cinquième session pour examen et, éventuellement, adoption. Le document conceptuel sur les capacités phytosanitaires nationales n'a pas été modifié.
3. Lors des débats sur la stratégie révisée, le PSAT a rappelé la décision prise par la CMP à sa quatrième session, selon laquelle le plan opérationnel devrait faire l'objet d'une élaboration ultérieure. Un Groupe de travail à composition non limitée a été chargé d'établir la version finale. Les conclusions de ce Groupe, qui s'est réuni en décembre 2009, sont examinées au point 12.2 de l'ordre du jour, à l'exception des modifications portant sur la stratégie proprement dite, qui sont présentées plus loin.
4. Lorsque le Groupe de travail à composition non limitée a examiné la stratégie approuvée par le PSAT, il s'est aperçu que, pour poursuivre l'élaboration du plan opérationnel, il était nécessaire de donner des éclaircissements sur les six domaines d'intervention stratégiques d'origine. Après des débats approfondis, le Groupe de travail à composition non limitée est convenu d'affiner les domaines d'intervention stratégiques (voir les modifications à la colonne 2

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse www.fao.org

de l'annexe 2). Il a également défini les résultats attendus et leur finalité (voir la colonne 3 de l'annexe 2).

5. La CMP est invitée à:

1. *Approuver* le document conceptuel sur les capacités phytosanitaires nationales présenté à l'annexe 1.
2. *Approuver* la stratégie révisée de renforcement des capacités phytosanitaires nationales, présentée à l'annexe 2.

Annexe 1

Document conceptuel sur les capacités phytosanitaires nationales**1. Introduction**

Le présent document vise à parvenir à une conception commune de la « capacité phytosanitaire nationale ». Il jette les bases de l'évaluation des acquis et les besoins en matière de capacités ainsi que de l'élaboration de la mise en œuvre et de l'évaluation des mesures de renforcement.

2. Capacité phytosanitaire

Par « capacité phytosanitaire nationale », on entend:

« L'aptitude des individus, organisations et systèmes d'un pays à s'acquitter efficacement et durablement des fonctions nécessaires pour protéger les végétaux et produits végétaux des organismes nuisibles et pour faciliter le commerce, conformément à la CIPV. »

Les notions exposées ci-dessous complètent cette définition, qui s'applique aux parties contractantes et non contractantes.

- L'emploi des termes « individus, organisations et systèmes d'un pays », indique que l'on reconnaît que la capacité phytosanitaire nationale conjugue les connaissances et fonctions de nombreux acteurs d'un pays, outre ceux des organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV).
- L'emploi des termes « systèmes d'un pays », permet de préciser que la capacité nationale comprend l'aptitude des individus et des organisations à coopérer et à communiquer, à titre formel et informel. Cette coopération peut être nationale, régionale et internationale.
- Les fonctions devant être exercées sont d'ordre technique, juridique et administratif, et concernent aussi la gestion. La notion de capacité englobe l'aptitude à acquérir et à utiliser des connaissances, des compétences et des outils adaptés à ces fonctions.
- Chaque pays est doté de son degré de capacité propre, et il est admis que la capacité phytosanitaire n'est pas figée, mais évolue.
- La capacité phytosanitaire actuelle ou souhaitée est influencée par les grandes politiques d'intervention nationales et les obligations internationales, qui peuvent ou non avoir directement trait aux considérations relatives à la santé des végétaux.
- L'exécution durable des fonctions susvisées tient à de nombreux facteurs, notamment mais pas exclusivement:
 - un climat porteur au sein des pays, pouvant être caractérisé, par exemple, par des politiques qui permettent aux activités relatives à la santé végétale de s'adapter aux circonstances nouvelles; par des réglementations phytosanitaires qui contribuent au bon fonctionnement des ONPV; par la visibilité de la CIPV et une bonne compréhension de ses principes et de l'importance de sa mise en œuvre;
 - des partenariats public-privé;
 - des programmes visant à maintenir en poste le personnel;
 - une action de mobilisation de ressources, et notamment des mesures de recouvrement des coûts;
 - un ou plusieurs plans d'activités viables de nature à protéger la santé des végétaux et leur commerce;
 - un engagement national à soutenir la capacité phytosanitaire;

- La définition de la capacité phytosanitaire renvoie à l'aptitude à protéger les végétaux et les produits végétaux des organismes nuisibles. Cette aptitude à favoriser la biosécurité¹ contribue par ailleurs à la réalisation des objectifs nationaux ou internationaux d'autres initiatives intéressant la protection de la biodiversité, la sécurité alimentaire et la lutte contre la pauvreté.
- La mention de la CIPV dans la définition aligne la capacité phytosanitaire nationale sur la Convention.

¹ Selon la FAO, le concept de biosécurité englobe la sécurité sanitaire des aliments, les zoonoses, l'introduction de maladies animales et végétales et d'organismes nuisibles, l'introduction et le lâcher d'organismes vivants modifiés (OVM) et des produits qui en sont issus (par exemple les organismes génétiquement modifiés ou OGM), l'introduction et la maîtrise des espèces exotiques envahissantes.

Stratégie de renforcement des capacités phytosanitaires nationales

1. Introduction

Une stratégie désigne un plan d'action élaboré pour tendre vers une vision, ou une situation future souhaitée, qui se fonde de préférence, sur une situation ou un point de départ existant. Elle facilite le processus de décision et fournit le cadre d'une action efficace.

Cadre conceptuel

L'objectif est que les ONPV soient capables de pourvoir de manière efficace et durable aux besoins de leur pays en matière de protection des plantes et de leurs produits et de facilitation du commerce.

Y parvenir aurait les résultats suivants:

- a) toutes les parties contractantes mettraient en œuvre les NIMP dont elles ont besoin;
- b) toutes les parties contractantes s'acquitteraient de leurs obligations au titre de la CIPV;
- c) la CIPV rendrait compte des objectifs de tous ses membres;
- d) la capacité phytosanitaire des parties contractantes évoluerait en fonction des circonstances;
- e) les politiques tiendraient compte des questions phytosanitaires;
- f) enfin, il existerait une véritable coopération régionale.

2. Analyse de la situation

L'analyse de l'aptitude actuelle des États Membres de la CIPV à mettre en œuvre la convention et à satisfaire aux obligations qui leur incombent constitue la raison d'être et le point de départ de la stratégie de renforcement des capacités phytosanitaires. Plusieurs analyses de ce type ont été réalisées au cours des deux ou trois dernières années, avec des finalités diverses. Leurs conclusions décrivent au moins en partie les moyens dont disposent actuellement les États Membres de la CIPV et les capacités de la communauté de la Convention dans son ensemble (qui englobe la CMP, le Secrétariat de la CIPV, les ONPV et les parties contractantes) en matière de renforcement ultérieur des capacités de ses membres.

- L'évaluation indépendante des travaux de la CIPV et de ses dispositifs institutionnels a permis d'analyser les activités d'assistance technique du Secrétariat de la CIPV ainsi que les décisions prises par la CMP à sa première session et la suite qui leur a été donnée, et de formuler des recommandations au sujet de l'assistance technique et du renforcement des capacités phytosanitaires. Elle faisait notamment valoir qu'aucune priorité n'avait été définie sur les activités de renforcement des capacités engagées par le Secrétariat de la CIPV, que les effectifs du Secrétariat n'étaient pas suffisants pour exécuter des projets de PCT et assurer un suivi, que les ressources très limitées du Secrétariat étaient affectées à des actions de renforcement de capacités non essentielles au titre de la CIPV et que les bailleurs de fonds n'étaient guère parties prenantes aux projets menés dans ce domaine. L'évaluation recommandait que la CIPV ne participe pas aux projets visant à renforcer les capacités phytosanitaires, sauf pour les activités essentielles, comme les ateliers de formation à l'application des normes, la participation aux réunions et l'appui au Portail phytosanitaire international. La CMP a rejeté cette recommandation et décidé d'élaborer une stratégie de renforcement des capacités phytosanitaires.
- L'Organisation mondiale du commerce a préparé à l'intention du Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales (qui s'est réuni en 2008) un document sur cette question, lequel a montré que les projets de protection des végétaux sont toujours les dernières actions de formation à bénéficier d'un soutien financier. Il signalait aussi que la confidentialité des résultats de l'outil d'ECP limitait son utilité du point de vue de la coordination des activités de coopération technique.

- L'évaluation de l'outil d'ECP par CAB-International a montré qu'il est utile pour évaluer la capacité phytosanitaire d'un pays, mais aussi qu'il présente plusieurs insuffisances et qu'il ne sert pas toujours de base à l'élaboration des plans nationaux de développement.
- Le Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales (2008) a noté que:
 - La communication sur l'importance de la protection des végétaux est souvent insuffisante dans les pays; les gouvernements nationaux se donnent parfois des politiques et des priorités qui ne vont pas dans le sens de l'objectif de prévention de la dissémination des organismes nuisibles; les partenariats public-privé sont utiles, et même essentiels à la pérennité des programmes de protection des végétaux; les approches régionales donnent de bons résultats; on manque d'informations concernant les problèmes nouveaux ou récents relatifs aux organismes nuisibles nouveaux.
 - Les expressions « protection des végétaux » et « quarantaine végétale » ne retiennent pas autant l'attention que le terme « biosécurité ».
 - D'autres instruments comme l'Accord SPS ont une incidence non négligeable sur les activités de la CIPV.
 - Le manque de reconnaissance de la CIPV sur le plan international et des programmes de protection des végétaux à l'échelle des pays donné l'impression que ces questions n'ont guère d'importance; il explique également la faiblesse des dotations en ressources et la difficulté à les mobiliser, que ce soit pour le Secrétariat ou pour l'exécution du programme de travail de la CIPV.
- En 2008, le Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales a reconnu que:
 - L'application des normes peut se révéler complexe dans la mesure où elle concerne de nombreux domaines. Actuellement, l'application des normes est plus lente que leur application.
 - Le système d'examen et d'appui à la mise en œuvre qui a été proposé, notamment la création d'un centre d'assistance aux usagers de la CIPV, n'a aucunement progressé.
 - Les ORPV ne sont pas toutes de niveau égal, et les activités dont il est proposé de leur confier l'exécution ne seront pas toujours réalisées au niveau souhaité.
 - Il existe divers autres groupements géopolitiques qui présentent un intérêt pour la CIPV.
 - La capacité des pays varie énormément. En conséquence, il n'y a pas de solution répondant à toutes les situations; et,
 - Le renforcement des capacités phytosanitaires se poursuit, mais les différentes initiatives sont souvent mal coordonnées. Il faut être en mesure de repérer les lacunes et d'éviter les doubles emplois.
 - Le manque de ressources constitue un frein important au renforcement des capacités.
 - L'insuffisance des compétences disponibles freine parfois l'élaboration et l'exécution des activités de renforcement des capacités.

3. Projet de stratégie

Le tableau ci-après est un récapitulatif des divers éléments de la stratégie de renforcement des capacités phytosanitaires nationales, modifiés par le Groupe de travail à composition non limitée, qui s'est réuni en décembre 2009. Les six domaines stratégiques constituent les différents volets d'une stratégie mondiale dans laquelle interviennent les acteurs nationaux, régionaux et internationaux. Dans certains cas, le Secrétariat est appelé à jouer un rôle de chef de file, tandis que dans d'autres, comme la planification phytosanitaire nationale, il assume davantage un rôle de soutien ou d'assistance dans des activités dirigées par une autre partie prenante. La stratégie est affinée sous forme de cadres logiques et de plans de travail correspondant à chaque domaine d'intervention stratégique.

Synthèse révisée des domaines d'intervention stratégiques avec indication des objectifs (janvier 2009)

Domaines d'intervention stratégiques	Domaines d'intervention stratégiques révisés (Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales, décembre 2009)	Résultat attendu/Finalité (Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales, décembre 2009)	Objectifs	Activités
1. Planification phytosanitaire nationale	1. Planification (et gestion) des systèmes phytosanitaires nationaux	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la planification, de la gestion et du pilotage des systèmes phytosanitaires nationaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer des méthodes et outils pour aider les pays à évaluer et à hiérarchiser par ordre de priorité leurs besoins phytosanitaires, notamment grâce à des analyses des insuffisances 	<ul style="list-style-type: none"> Améliorer l'outil ECP d'après les recommandations de CAB-International. Étudier l'outil PVS (Performance, Vision et Stratégie) de l'OIE (et l'outil phytosanitaire PVS de l'IICA) et s'en servir de base pour une analyse des insuffisances en ce qui concerne les besoins phytosanitaires (analyse des parties prenantes, examen par des pairs, etc).
			<ul style="list-style-type: none"> Soutenir la préparation des plans d'action phytosanitaire nationaux. 	<ul style="list-style-type: none"> Élaborer des outils et des lignes directrices pour la préparation des plans d'action phytosanitaire nationaux. Favoriser les approches ouvertes dans ces plans d'action nationaux.
			<ul style="list-style-type: none"> Aider à la préparation des projets prioritaires (législation, surveillance, etc). 	<ul style="list-style-type: none"> Assurer le suivi de l'évaluation au moyen de la stratégie de renforcement de la capacité phytosanitaire nationale.
2. Établissement et mise en œuvre de normes	2a. Participation à l'établissement de normes	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de l'aptitude des parties contractantes à participer à l'élaboration de normes de la CIPV. 	<ul style="list-style-type: none"> Favoriser la participation effective des pays aux travaux de la CMP (et au processus d'établissement des normes). 	<ul style="list-style-type: none"> Évaluer la participation des pays aux réunions de la CMP. Mettre au point un programme d'orientation destiné aux nouveaux délégués participant aux réunions de la CMP (juste avant leur tenue). Faciliter les débats régionaux sur les positions à la CMP (dans les différentes régions ou juste avant la réunion) et la coordination pendant les réunions. Continuer d'organiser des ateliers régionaux d'établissement des normes. Encourager et favoriser la participation aux groupes de travail d'experts et aux groupes techniques.

Domaines d'intervention stratégiques	Domaines d'intervention stratégiques révisés (Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales, décembre 2009)	Résultat attendu/Finalité (Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales, décembre 2009)	Objectifs	Activités
	2b. Mise en œuvre de normes	<ul style="list-style-type: none"> Les parties contractantes et non contractantes sont capables de mettre en œuvre des NIMP conformément à leurs besoins. 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre au point et adopter le système d'examen et de soutien à la mise en œuvre des normes. 	<ul style="list-style-type: none"> Formuler des lignes directrices et conseils pour l'application des normes. Fournir un service d'assistance aux usagers. Produire des supports de formation, dispenser des actions de formation, et prévoir une évaluation par les participants. Dresser la liste des spécialistes à même de faciliter la mise en œuvre des NIMP. Mettre au point des outils de mise en commun des données d'expérience. Organiser des ateliers régionaux pour la préparation des projets de normes. Élaborer et utiliser le questionnaire proposé (Groupe de travail à composition non limitée sur un mécanisme de vérification de conformité, réunion de Kuching, 2007).
3. Coordination et communication	3a. Communication et coordination	<ul style="list-style-type: none"> La coordination du renforcement des capacités phytosanitaires répond aux besoins prioritaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Recueillir, rassembler et diffuser des informations sur les programmes de protection des végétaux et sur les prestataires et projets en matière de renforcement des capacités. 	<ul style="list-style-type: none"> Définir précisément les informations à recueillir et les sources concernées (pays, donateurs par différents moyens de contact, tous les autres partenaires). Tirer profit des bases de données, des projets et des rapports des réunions de la CMP.
			<ul style="list-style-type: none"> Conseiller les pays et les bailleurs de fonds sur les synergies possibles et les actions envisageables. Engager une collaboration avec les partenaires (accords et autres initiatives de mise en œuvre et d'encadrement) – Projets du Mécanisme pour l'élaboration des normes et le développement du commerce, missions de la Banque 	<ul style="list-style-type: none"> Utiliser les contacts existants pour élaborer de meilleurs programmes (avantage pour les ONPV). Maintenir les accords en vigueur. Rechercher activement de nouvelles occasions de collaboration et de contribution technique aux programmes d'autres instances. Rallier les parties prenantes en convoquant un groupe consultatif international sur le renforcement des capacités phytosanitaires.

Domaines d'intervention stratégiques	Domaines d'intervention stratégiques révisés (Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales, décembre 2009)	Résultat attendu/Finalité (Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales, décembre 2009)	Objectifs	Activités
			mondiale, centres d'excellence phytosanitaire, etc.	
			<ul style="list-style-type: none"> Créer un mécanisme pour mettre en relation les personnes proposant ou souhaitant un encadrement, un accompagnement ou une assistance. 	<ul style="list-style-type: none"> Créer un service semblable à celui utilisé pour les centres d'information sur les mesures sanitaires et phytosanitaires.
	3b. Informations relatives aux organismes nuisibles	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration l'aptitude à fournir des informations sur les organismes nuisibles. 	<ul style="list-style-type: none"> Réunir de la documentation sur la situation des organismes nuisibles dans le monde (problèmes récents), notamment sur les perspectives régionales (utilisation du rapport annuel comme outil de plaidoyer). 	<ul style="list-style-type: none"> Analyse de la présence d'organismes nuisibles à l'échelon national et régional, communication à la CMP de ceux jugés préoccupants. Autres rapports officiels du Secrétariat ou du Conseil de la FAO tels que <i>La situation mondiale de l'alimentation et de l'agriculture</i> (SOFA). Mise en place de systèmes d'alerte rapide.
4. Mobilisation et gestion des ressources	4. Mobilisation des ressources (collecte de fonds)	<ul style="list-style-type: none"> Meilleure aptitude à mobiliser des fonds. 	<ul style="list-style-type: none"> Déterminer les besoins en ressources du Secrétariat de la CIPV pour le renforcement des capacités. Évaluer les ressources dont dispose actuellement la CIPV pour appliquer la stratégie de renforcement des capacités (ressources ciblées, fonds fiduciaire, fonds secrets, assistance en nature). Aider les ONPV à mobiliser des fonds pour les projets prioritaires. Mobiliser d'autres moyens et veiller à la bonne utilisation des ressources. Maintenir et développer les programmes de renforcement des capacités de la CIPV. 	<ul style="list-style-type: none"> Préparer un document sur les besoins en effectifs en vue du renforcement des capacités pour la quatrième session de la CMP. Mobiliser des fonds (voir le document sur la mobilisation des ressources présentées au titre du point 13.6.6 de la quatrième session de la CMP). Recruter un fonctionnaire spécialement chargé de la recherche de financements. Associer plus activement le Secrétaire à la mobilisation fonds.

Domaines d'intervention stratégiques	Domaines d'intervention stratégiques révisés (Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales, décembre 2009)	Résultat attendu/Finalité (Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales, décembre 2009)	Objectifs	Activités
5. Promotion	5. Plaidoyer	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de l'aptitude à promouvoir les systèmes phytosanitaire nationaux 	<ul style="list-style-type: none"> Adopter les « principes de Paris » pour les activités de renforcement de la capacité phytosanitaire (engagement national, etc.). 	<ul style="list-style-type: none"> Un sous-groupe est chargé de rédiger les principes en vue d'un renforcement effectif des capacités phytosanitaires, qui sont soumis à la CMP pour approbation. Le PSAT examine les principes. Les principes sont adoptés à la cinquième session de la CMP.
			<ul style="list-style-type: none"> Aider les pays à intégrer des considérations phytosanitaires dans les politiques d'intervention et les stratégies de développement nationales. Aider les autorités phytosanitaires à bien communiquer avec les autres institutions de leur pays ou d'ailleurs, et avec les organisations régionales. 	<ul style="list-style-type: none"> Conduire des activités de sensibilisation à l'intention des décideurs. Élaborer des modules de formation sur la bonne communication et la promotion à l'intention des autorités phytosanitaires.
			<ul style="list-style-type: none"> Améliorer la visibilité de la CIPV (et des problèmes phytosanitaires) auprès des partenaires du développement. Encourager l'adoption d'approches fondées sur les risques. 	<ul style="list-style-type: none"> Activités de communication de la CIPV (publications, produits de communication, films, etc.). Accès aux organes directeurs (notamment à la FAO mais aussi dans les communautés économiques régionales) et aux ambassadeurs de bonne volonté de la FAO et d'autres institutions, en vue de nouer un dialogue avec les décideurs de haut niveau.
6. Viabilité, suivi et évaluation du renforcement des capacités	6. Suivi et évaluation	<ul style="list-style-type: none"> Étroite surveillance et évaluation des activités de renforcement des capacités et application des enseignements tirés. 	<ul style="list-style-type: none"> Mettre au point des approches d'évaluation de l'efficacité des actions de renforcement de la capacité phytosanitaire (conformes aux « principes de Paris » et se rapportant à la stratégie de la CIPV). 	<ul style="list-style-type: none"> S'assurer de la participation de toutes les parties concernées (notamment en créant des réseaux pour favoriser la pérennité des actions entreprises, associer les universités, les partenariats public-privé, etc.). Établir des liens avec d'autres initiatives nationales.

Domaines d'intervention stratégiques	Domaines d'intervention stratégiques révisés (Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales, décembre 2009)	Résultat attendu/Finalité (Groupe de travail à composition non limitée sur le renforcement des capacités phytosanitaires nationales, décembre 2009)	Objectifs	Activités
			<ul style="list-style-type: none"> Assurer un suivi pour évaluer l'efficacité des activités de renforcement des capacités (examen et évaluation). Assurer le suivi et l'amélioration permanente des programmes de renforcement des capacités de la CIPV. 	
			<ul style="list-style-type: none"> Créer un « label de qualité » de la CIPV pour les programmes de renforcement des capacités. 	<ul style="list-style-type: none"> Créer, tester et adopter les critères du « label de qualité ». Assurer sa promotion auprès des donateurs et des pays.